

Droits sexuels et reproductifs : les propositions du CESE confirmées par l'Assemblée nationale



TRAVAUX

PUBLIÉE LE 15/09/2020

Saisine liée : [DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS EN EUROPE : ENTRE MENACES ET PROGRÈS](#)

Formation de travail liée : [DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ](#)

Le rapport de l'Assemblée nationale sur l'accès à l'IVG confirme plusieurs propositions de l'étude du CESE "[Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès](#)".

Le rapport d'information de la [délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes](#) de l'Assemblée nationale sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), co-rapporté par Mmes [Marie-Noëlle BATTISTEL](#) et [Cécile MUSCHOTTI](#) a été [adopté](#) aujourd'hui à l'unanimité.

Ce rapport confirme plusieurs propositions de l'étude du CESE "[Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès](#)" rapportée par [Véronique Séhler](#) et adopté le 12 novembre 2019, visant à renforcer le droit à l'IVG et à en garantir un accès effectif :

La mise à l'étude d'une extension du délai légal de l'IVG ;

L'ouverture aux sages-femmes de l'IVG instrumentale avec la formation adéquate ;

Dans le cadre de l'interruption médicalisée de grossesse (IMG), la nécessité d'inclure la dimension psychique et sociale dans la notion de « péril grave pour la santé de la femme ».

Il confirme également la **nécessité de rendre effective l'information et l'éducation sexuelle pour tous et toutes les jeunes**, comme le proposait [Véronique Séhler](#), comme le prévoit la [loi Aubry](#) depuis 2001, avec un budget adapté et dans une « *approche globale et positive de la sexualité* » afin de lutter contre les représentations discriminantes et les stéréotypes.

Dans son étude "Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès", le CESE rappelait que **les droits sexuels et reproductifs sont des droits humains fondamentaux, indispensables à l'autonomie des femmes et à l'égalité entre toutes les personnes sans distinction d'identité de genre ou d'orientation sexuelle**. Pourtant, loin d'être acquis, ces droits font toujours l'objet de contestations, à l'image du droit à l'avortement. Dans cette perspective, le CESE dressait l'état des lieux de ces menaces et esquisse des pistes de réflexion pour garantir un accès effectif à ces droits.